

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/CSC/M/9

1^{er} juin 1999

(99-2206)

Comité des engagements spécifiques

RAPPORT DE LA RÉUNION DU 27 AVRIL 1999

Note du Secrétariat

Le Comité des engagements spécifiques a tenu sa neuvième réunion le 27 avril 1999 sous la présidence de M. Juan Marchetti (Argentine). L'ordre du jour de la réunion est reproduit dans l'aérogramme WTO/AIR/1062.

I. LIGNES DIRECTRICES POUR L'ÉTABLISSEMENT DES LISTES

1. Compte tenu du caractère préliminaire des observations qui avaient été formulées au cours du premier examen de la note du Secrétariat sur la révision des lignes directrices pour l'établissement des listes (S/CSC/W/19), le Président a proposé d'examiner le texte dans le détail.

2. Au sujet du paragraphe 6, le Canada a indiqué qu'il considérait que la révision des lignes directrices pour l'établissement des listes devait être un processus évolutif qui devait se poursuivre pendant la préparation des nouvelles négociations sur les services et tout au long de ces négociations. L'objectif devrait être d'élaborer un ensemble de lignes directrices qui incorporerait les résultats des prochaines négociations sur les services. La révision des lignes directrices ne devrait pas toutefois empêcher de recourir aux versions antérieures des listes d'engagements pour en clarifier certains éléments. De l'avis du Canada, les versions antérieures pouvaient indiquer, en cas d'ambiguïté, le "sens courant et ordinaire de l'engagement", tel qu'il avait été exprimé par le Membre. Il existait manifestement différentes façons d'inscrire des engagements dans les listes. Les discussions en vue de la révision des lignes directrices feraient certainement ressortir encore mieux ces différences. Le Canada pensait qu'il était opportun d'en discuter dans le cadre de ce comité. Il pensait aussi que plusieurs révisions proposées dans le document du Secrétariat semblaient réinterpréter les articles de l'AGCS et il jugeait préoccupante toute révision des lignes directrices qui pourrait avoir pour effet de réinterpréter l'AGCS. Il serait préférable d'aborder ces questions dans le cadre des prochaines négociations sur les services plutôt que dans le cadre du Comité. Les Communautés européennes ont approuvé d'une manière générale les observations du Canada. La révision des lignes directrices ne devrait pas avoir d'effet négatif sur les engagements existants et c'était une question qu'il fallait aborder au cours des négociations. Les Communautés européennes, tout en étant convaincues de la nécessité et de l'utilité des lignes directrices pour l'établissement des listes, n'avaient pas encore d'avis sur leur statut et leur degré de détail futurs.

3. Réagissant aux observations du Canada, Hong Kong, Chine a estimé que la révision des lignes directrices n'avait pas de valeur juridique, mais devait aider les Membres à déceler les imprécisions dans les listes et dans les lignes directrices. Avant de rejeter toute proposition du Secrétariat qui toucherait à la substance même de l'AGCS, comme le demandait le Canada, il fallait, par souci de transparence, examiner très attentivement chacune de ces propositions. L'Inde était également opposée à la suppression *a priori* de tout élément du texte du Secrétariat.

4. Au sujet du paragraphe 7, le Secrétariat, répondant à des questions du Japon, a expliqué que l'index alphabétique envisagé serait un simple tableau. Les Membres pourraient trouver, par exemple,

le numéro des paragraphes où figuraient des termes comme "résidence", et ils pourraient ainsi repérer toutes les règles pertinentes pour l'indication dans les listes de prescriptions en matière de résidence. Le Japon était d'avis que les lignes directrices concernant les exemptions de l'obligation NPF étaient une question importante et que celles qui existaient devaient par conséquent être jointes. Il s'est enquis de l'état d'avancement des travaux du Secrétariat consacrés à la révision de ces lignes directrices. Le Secrétariat a indiqué que ces dernières n'avaient pas le même statut que les lignes directrices régissant la rédaction des engagements spécifiques (absence de caractère officiel indiquée alors par l'apposition d'une "bande verte" sur le document) et qu'il n'y avait pas eu de travaux supplémentaires dans ce domaine.

5. À propos du paragraphe 9, le Canada a approuvé la déclaration du Secrétariat selon laquelle, puisque les listes constituaient un registre d'engagements juridiques, rien ne devrait y figurer qui ne soit juridiquement contraignant. Tout ce qui figurait dans une liste, quelle qu'en soit la forme, était présumé faire partie du traité et, par conséquent, avait force juridique. Tout élément mentionné devait être interprété suivant le sens ordinaire et courant attribué aux termes employés dans le contexte du traité. Le Canada partageait certes l'opinion selon laquelle les Membres ne devaient pas mentionner d'éléments qui n'étaient pas censés avoir un effet juridique, mais il était préoccupé par l'idée que certains éléments pouvaient ne pas avoir d'effet juridique. Le Canada a exprimé un point de vue analogue au sujet des paragraphes 10, 11 et 12. Le Japon a souscrit à la position du Secrétariat selon laquelle une référence à une mesure incompatible avec l'une des obligations et disciplines générales de la Partie II de l'Accord serait incompatible avec l'AGCS. Les Membres ne pouvaient pas utiliser les listes pour se soustraire aux obligations qui leur incombaient au titre de l'Accord. Toutefois, dans certains cas, les notes explicatives relatives aux engagements spécifiques contribuaient à la clarté et à la transparence de ces derniers.

6. À propos du paragraphe 10, le Japon est convenu qu'il fallait en principe éviter les notes de bas de page. Il faudrait cependant examiner attentivement, au cas par cas, si la suppression d'une note de bas de page rendait l'engagement imprécis ou si la note pouvait être insérée dans la colonne pertinente.

7. À propos du paragraphe 11, le Japon a demandé s'il y avait des exemples concrets de problèmes liés aux notes liminaires ou aux notes d'accompagnement dans les listes actuelles.

8. À propos du paragraphe 13, le Canada a estimé que le fait que les listes n'indiquaient pas la date d'entrée en vigueur des engagements était un problème qui tenait à l'AGCS lui-même et non aux lignes directrices. Une amélioration ne pourrait être obtenue que dans le cadre de négociations.

9. À propos du paragraphe 14, le Canada a approuvé le nouveau libellé proposé par le Secrétariat.

10. À propos du paragraphe 15, le Canada a estimé que l'emploi des termes "antérieur à l'entrée sur le marché" et "postérieur à l'entrée sur le marché" prêtait à confusion car ces termes n'étaient pas définis dans l'AGCS. Il ne semblait pas nécessaire de clarifier davantage le paragraphe 4 (en caractères gras). Le Japon a dit que ces éléments étaient clairs et que, par conséquent, il n'était pas convaincu de la nécessité d'apporter des précisions supplémentaires.

11. À propos du paragraphe 16, le Canada a jugé que la révision impliquerait une réinterprétation de l'article XVI. En outre, des termes tels que "nationaux" et "étrangers" ne devaient pas être utilisés. Il faudrait les remplacer par les termes employés dans l'AGCS. Le Japon a indiqué que ces éléments étaient explicites et a mis en doute la nécessité d'apporter des précisions supplémentaires.

12. À propos du paragraphe 17, le Canada a approuvé le nouveau libellé proposé par le Secrétariat.

13. À propos du paragraphe 18, le Canada a estimé que le degré de détail du libellé proposé en ce qui concernait les prescriptions en matière de licences était inutile et ne résoudrait pas le problème de la distinction entre les articles XVII et VI. La distinction entre ces deux articles dépendait de l'interprétation de chaque Membre. Le Canada était donc favorable au maintien du paragraphe 29 en gras du document S/CSC/W/19.

14. À propos du paragraphe 19, le Canada pensait que, s'il y avait un problème, celui-ci était lié aux articles de l'AGCS; c'était donc un problème d'interprétation que le Comité ne devait pas chercher à régler au moyen des lignes directrices pour l'établissement des listes. Le Japon était enclin à penser lui aussi qu'il pourrait être nécessaire de mentionner les prescriptions minimales en tant que restrictions. Toutefois, plusieurs Membres n'avaient pas fait mention de prescriptions minimales dans leurs listes. Au cas où celles-ci seraient considérées comme des restrictions, ces Membres pourraient avoir à inscrire de nouvelles restrictions dans leurs listes; il fallait trouver un moyen de régler ce problème car il pouvait réduire le niveau des engagements. La Corée considérait que les prescriptions minimales pouvaient avoir le même effet que des restrictions à l'accès au marché, mais elle doutait que ce type de restrictions puisse être inclus dans l'article VI de l'AGCS. En cas d'annulation ou de réduction des engagements, l'article XXIII de l'AGCS serait d'application.

15. À propos du paragraphe 20, le Japon pensait qu'il fallait examiner de plus près la question de l'inscription dans les listes des prescriptions en matière de résidence car, même dans les cas où elles s'appliquaient à une personne qui ne fournissait pas directement le service, elles pouvaient être considérées comme une restriction de l'accès au marché.

16. À propos du paragraphe 21, concernant le sens du terme "totale" à l'alinéa b) de l'article XVI:2, le Canada a estimé que le Secrétariat mettait en évidence un problème lié au texte de l'AGCS. Le Comité ne devait pas chercher à clarifier ce point au moyen des lignes directrices.

17. À propos du paragraphe 22, le Canada a jugé inutile de proposer un exemple concernant à la fois les investissements étrangers particuliers et les investissements étrangers globaux.

18. À propos du paragraphe 23, le Canada a souscrit à l'idée d'insérer le texte du paragraphe pertinent du document MTN.GNS/W/164/Add.1.

19. À propos de la liste d'exemples de restrictions au traitement national proposée au paragraphe 24, le Canada a indiqué que la révision devait être axée non pas sur une simple énumération des grandes catégories de mesures relatives au traitement national, mais sur la mise en évidence des éléments discriminatoires pouvant découler de chacune des mesures mentionnées.

20. La Corée a estimé qu'une telle liste ne serait utile que si elle avait un caractère exemplatif, et non exhaustif. L'exemple relatif aux subventions devrait en être exclu car il n'y avait pas de définition ni de disciplines convenues pour les subventions.

21. S'agissant de la proposition du Secrétariat concernant les subventions figurant au paragraphe 26, la Corée a estimé que ce paragraphe était inutile car il n'y avait pas de définition ni de disciplines convenues pour les subventions.

22. Le Canada n'approuvait pas non plus cette proposition. Il n'était pas nécessaire de clarifier davantage ce point; le paragraphe 10 en gras était suffisant.

23. À propos du paragraphe 27 relatif à l'inscription dans les listes de mesures incompatibles à la fois avec l'accès au marché et avec le traitement national, le Canada a estimé que le Comité ne devait pas chercher à clarifier ce point au moyen des lignes directrices pour l'établissement des listes. Le Président a suggéré aux Membres de réfléchir à une proposition de compromis qui pourrait être

insérée dans les lignes directrices, à savoir: continuer d'inscrire les mesures contraires aux deux articles à la fois dans la colonne Accès au marché, afin de respecter l'article XX:2, tout en indiquant, au moyen d'une convention typographique, que ces mesures sont contraires à la fois aux dispositions en matière d'accès au marché et en matière de traitement national.

24. À propos du paragraphe 28, qui évoque la possibilité d'inscrire dans les listes des engagements additionnels limités à un seul mode de fourniture, le Canada a indiqué que cela ressortait clairement du paragraphe 12 en gras et qu'en conséquence aucun ajout n'était requis.

25. Au sujet de la proposition relative aux mesures prudentielles figurant au paragraphe 29, le Japon a souligné que les mesures prudentielles n'existaient que dans le secteur des services financiers et n'avaient pas encore été définies de façon précise. Il était donc peu probable qu'un Membre souhaite prendre des engagements additionnels dans ce domaine, ce qui donnait à penser que le texte proposé n'était pas nécessaire. Le Canada a indiqué qu'il n'était pas certain qu'il y avait un problème et qu'il souhaitait connaître l'avis des autres Membres. Est-ce qu'un engagement additionnel entraînerait la renonciation à une exception? Le Canada jugerait préoccupante toute formule qui aurait pour effet de limiter la faculté d'invoquer des exceptions à des fins prudentielles.

26. À propos du paragraphe 1 de la page 13 - ainsi numéroté en raison d'une erreur technique -, le Canada a dit qu'il partageait ce point de vue et qu'il approuvait le libellé proposé par le Secrétariat. Toutefois, dans le texte révisé, il aurait fallu faire référence à la "version 1.0" et non à la "révision 1", conformément au document ST/ESA/SER:M/77 ver 1.0 des Nations Unies, qui était cité dans la note 5 du document du Secrétariat.

27. À propos du paragraphe 31, le Canada a approuvé la position du Secrétariat selon laquelle des définitions détaillées étaient indispensables, à des fins de transparence et de discipline, lorsqu'un Membre indiquait un engagement sans se référer au code de la CPC. D'ailleurs, les lignes directrices pour l'établissement des listes précisaient, au paragraphe 16 en gras, que "[s]'il est nécessaire d'aller plus loin dans les subdivisions, on devra suivre la CPC ou une autre classification internationalement reconnue". Les États-Unis ont estimé qu'il était prématuré d'examiner la partie des lignes directrices relative à la classification car cela anticipait sur les travaux du Comité dans ce domaine. Ils ont proposé, en conséquence, de laisser de côté ces paragraphes pour le moment. De plus, les lignes directrices devraient exiger dans l'avenir que les Membres indiquent précisément à quelle version de la CPC ils faisaient référence. La Norvège a partagé ce point de vue.

28. À propos du paragraphe 32, le Canada a estimé que la distinction entre les modes de fourniture était un point important qui sortait du cadre de la révision des lignes directrices pour l'établissement des listes. Cette question devrait donc être examinée dans un autre cadre. Faisant référence aux discussions sur les services financiers et le commerce électronique, la Norvège a souligné qu'il fallait clarifier autant que possible la distinction entre les modes de fourniture dans les lignes directrices. Il ne fallait pas laisser l'examen de cette question pour de futures négociations. Les États-Unis ont proposé d'attendre que les autres organes, notamment le Comité des services financiers, soient arrivés à une conclusion sur ce point, qui était plus qu'une question purement technique.

29. À propos du paragraphe 33 et de la proposition d'ajouter le paragraphe du document MTN.GNS/W/164/Add.1 relatif à l'inscription dans les listes des prescriptions en matière de résidence, le Canada a estimé que le Comité ne devait pas chercher à clarifier ce point au moyen des lignes directrices pour l'établissement des listes.

30. À propos du paragraphe 34 relatif à la combinaison des indications horizontales et sectorielles, les États-Unis ont dit qu'ils n'étaient pas convaincus de la nécessité du premier alinéa du texte proposé car il n'abordait pas le problème posé par l'article XX:2.

31. À propos du paragraphe 35 qui proposait d'insérer le paragraphe du document MTN.GNS/W/164/Add.1 relatif à l'inscription dans les listes des législations d'application générale, le Canada a indiqué que des précisions supplémentaires ou des exemples seraient utiles dans ce paragraphe. Le Secrétariat a dit que, comme ce point faisait partie du document MTN.GNS/W/164/Add.1, il avait déjà été approuvé par les Membres, et qu'il faisait référence aux indications du type "toutes les autres lois et réglementations sont d'application". Les États-Unis ont jugé qu'il subsistait dans ce contexte quelques zones d'ombre.

32. À propos du paragraphe 36 relatif à l'indication dans les listes de la mention "techniquement irréalisable", le Japon et la Corée ont appuyé la proposition du Secrétariat tendant à supprimer les paragraphes correspondants des documents MTN.GNS/W/164 et MTN.GNS/W/164/Add.1. Le Canada a approuvé en principe l'idée qu'il ne fallait faire qu'un usage limité de la mention "Non consolidé".

33. À propos du paragraphe 38 traitant du lien entre les indications portées dans les colonnes "Accès au marché" et "Traitement national", le Canada a indiqué que le Comité ne devrait pas chercher à clarifier le lien juridique entre les engagements souscrits au titre de l'article XVI et au titre de l'article XVII au moyen des lignes directrices pour l'établissement des listes.

34. À propos du paragraphe 42 relatif à l'indication dans les listes des mesures soumises aux disciplines du GATT, le Canada a estimé que l'observation du Secrétariat remettait en question le champ d'application de l'AGCS et que, par conséquent, ce point ne pouvait être clarifié au moyen des lignes directrices. Les États-Unis ont estimé que cette clarification n'était pas nécessaire.

35. À propos du paragraphe 45 concernant le contrôle des changes, les États-Unis ont réservé leur position. Le Canada a indiqué qu'il fallait comprendre quelles étaient les mesures désignées par l'expression "restrictions aux transferts et paiements internationaux" pour déterminer s'il y avait un chevauchement avec les mesures considérées comme des restrictions à l'accès au marché ou au traitement national.

36. Après une brève discussion sur la manière de procéder, le Président a proposé que le Secrétariat établisse, sur la base du document S/CSC/W/19, un document informel dans lequel les observations formulées par les délégations au cours des deux discussions sur ce document seraient résumées à la fin de chaque paragraphe. Le Comité en est ainsi convenu.

II. CLASSIFICATION

37. Le Président a rappelé que cette partie de la réunion devait se dérouler de manière informelle. Comme il avait été convenu à la réunion précédente, les discussions sur la classification seraient consignées dans un document informel régulièrement mis à jour. Le détail des discussions sur ce point de l'ordre du jour figure dans le document portant le n° de job 205/Rev.2.
